

# **Marché public de travaux**

## **VILLE DE JUVIGNAC**

997 allées de l'Europe

34990 Juvignac

### **Construction vestiaires des terrains de sport**

### **Règlement de consultation**

**Date limite de réception des offres :**

**03/02/2014 à 12 h 00**

# SOMMAIRE

Article 1 - Objet de la consultation

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1 - Maîtrise d'ouvrage

2.2 - Etendue de la consultation

2.3 - Justification de la procédure

2.4 - Limitation du nombre de candidats

2.5 - Organisation de la consultation

2.5.1. Dossier de consultation

2.5.2. Visite du site des travaux

2.6 - Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre - Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (O.P.C.)

2.7 - Contrôle technique

2.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

2.9 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

2.9.1. Décomposition en tranches

2.9.2. Forme du marché

2.10 - Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

2.11 - Variantes

2.12 - Délai d'exécution

2.13 - Modifications de détail au dossier de consultation

2.14 - Délai de validité des offres

2.15 - Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale

2.16 - Durée du marché

2.17 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

2.18 - Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

2.19. Marchés réservés

2.20 - Mode de règlement

Article 3 - Présentation des offres

Article 4 - Conditions d'envoi ou de remise des offres

Article 5 - Examen des offres et attribution du marché

5.1 Critères d'attribution

5.2 - Attribution du marché

5.3 - Re-matérialisation des documents électroniques

Article 6 - Renseignements complémentaires

Article 7 - Renseignements sur la visite du site des travaux

Article 8 - Clauses complémentaires

## Article 1 - Objet de la consultation

La présente procédure adaptée concerne les travaux ou les ouvrages suivants :

### **Construction vestiaires des terrains de sport**

Les travaux se situent à l'adresse suivante :

- ◆ zac des Constellations
- ◆ 34990 juvignac

Les travaux à réaliser relèvent de la 2ème catégorie au sens du code du travail (article R.4532-1) et de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers.

Date envisagée pour le début des travaux : 01/03/2014.

## Article 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Maîtrise d'ouvrage

Au sens de l'article 2 du C.C.A.G., le pouvoir adjudicateur est le maître de l'ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le représentant du pouvoir adjudicateur est le représentant du maître d'ouvrage dûment habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage est :

VILLE DE JUVIGNAC

La personne signataire du marché est :

Mme ANTOINE SANTONJA

Les coordonnées du service chargé de la consultation sont les suivantes :

Mme ANTOINE SANTONJA

VILLE DE JUVIGNAC

997 allées de l'Europe

34990 Juvignac

N° de téléphone : 0467104242

N° de télécopie : 0467104049

E.Mail : [georges.dafonseca@ville-juvignac.fr](mailto:georges.dafonseca@ville-juvignac.fr)

marchespublics@ville-juvignac.fr

### 2.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation ouverte est organisée par un Pouvoir Adjudicateur selon une procédure adaptée, en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

### 2.3 - Justification de la procédure

Sans objet.

### 2.4 - Limitation du nombre de candidats

Sans objet

### 2.5 - Organisation de la consultation

#### 2.5.1. Dossier de consultation

Le dossier comprend les pièces suivantes :

- ◇ règlement de consultation ;
- ◇ acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- ◇ cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- ◇ cahier des clauses techniques particulières (CCTP), assorti de la liste de tous les documents techniques joints au dossier de consultation ;

- ◇ plans et étude de sol
- ◇ programme

#### 2.5.2. Visite du site des travaux

Sans objet

### 2.6 - Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre - Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (O.P.C.)

La conduite d'opération est assurée par Cabinet Pierre TOURRE 34 MONTPELLIER 04/67/66/53/20, représenté(e) par Pierre TOURRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement constitué comme suit :

- ◆ M. Pierre TOURRE architecte mandataire 34 montpellier
- ◆ BET Structure STRUCTURES 2000 - 34 Montpellier
- ◆ BET Fluides Patrice DURAND 34 Montpellier
- ◆ Economiste de la construction ARCHE MED 34 Montpellier
- ◆ représenté par Pierre TOURRE, mandataire du groupement ci-dessus.

La mission du maître d'œuvre est une mission de base.

Le maître d'œuvre est chargé de la mission Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (O.P.C.).

### 2.7 - Contrôle technique

L'opération à réaliser est soumise au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 relative à l'assurance construction.

La mission de contrôle technique sera attribuée ultérieurement. Le nom du contrôleur et sa mission seront alors communiqués à l'entrepreneur.

### 2.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, une coordination en matière de sécurité et de santé des travailleurs est organisée dans le cadre de la présente opération.

La mission de coordination, assurée pendant les phases conception et réalisation des travaux, sera confiée : au prestataire désigné ci-après :

- ◆ SOCOTEC

La personne physique chargée de remplir la mission est :

- ◆ M. CORIO et P. CHAUBET

### 2.9 - Décomposition en tranches et en lots - Forme du marché

#### 2.9.1. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les travaux sont répartis en 11 lots définis à l'article 1 du C.C.A.P. et attribués par marchés séparés.

Chaque candidat est autorisé à présenter une offre pour plusieurs lots.

Plusieurs lots pourront être confiés au même candidat.

Les candidats feront une offre de prix distincte pour chaque lot qu'ils souhaitent se voir attribuer.

Ils ne sont pas autorisés à présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

La même entreprise peut présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- ◇ en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- ◇ en qualité de membre de plusieurs groupements.

#### 2.9.2. Forme du marché

Marché ordinaire.

### 2.10 - Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## 2.11 - Variantes

Les variantes par rapport aux spécifications du cahier des charges ne sont pas autorisées.

## 2.12 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est fixé à l'article 3 du cadre d'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être changé.

Le calendrier prévisionnel d'exécution, lot par lot, prévu à l'article 4.1.1 du cahier des clauses administratives particulières est joint en annexe au dossier de consultation .

## 2.13 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'adapter des dispositions du Dossier de Consultation.

Les dates de remise des offres pourront être reportées pour tenir compte de ces modifications.

Les candidats disposeront d'un délai minimal garanti de cinq jours ouvrés à compter de la date de notification de ces modifications pour élaborer leurs offres sur la base du dossier de consultation modifié, si ces modifications sont substantielles. Les samedis, dimanches et jours fériés en droit français ne sont pas considérés comme ouvrés au sens du présent article.

Ne sont notamment pas considérées comme des modifications substantielles au sens de l'alinéa précédent : les informations complémentaires en réponse aux questions des candidats ; les informations tendant à répondre à d'éventuelles contradictions ou difficultés d'interprétation entre les documents du présent dossier de consultation des entreprises.

## 2.14 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## 2.15 - Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale

Sans objet.

## 2.16 - Durée du marché (voir planning)

Sans objet

## 2.17 - Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

## 2.18 - Marchés négociés susceptibles d'être passés ultérieurement

Sans objet.

## 2.19. Marchés réservés

Sans objet.

## 2.20 - Mode de règlement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

# Article 3 - Présentation des offres

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

- ◆ **A** - Justifications à produire prévues à l'article 45 du code des marchés publics ; le candidat devra en particulier fournir :

- ◆ Justifications à produire quant à la situation juridique

- ◆ Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :

- ∇ le nom et l'adresse du candidat ;
  - ∇ éventuellement le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s) ;
  - ∇ si le candidat se présente seul ou en groupement ; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire ;
  - ∇ document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
  - ◇ Déclaration sur l'honneur du candidat concernant les interdictions de soumissionner visées à l'article 43 du CMP (si imprimé Cerfa DC5 n'est pas produit)
  - ◇ Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières
- Justifications à produire quant à la capacité économique et financière
    - ◇ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
    - ◇ Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour risques professionnels
- Justifications à produire concernant les références professionnelles et la capacité technique
    - ◇ Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin
    - ◇ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
    - ◇ - Lettre de candidature (DC1)
    - ◇ - Déclaration du candidat (DC2)
- ◆ **B - Un projet de marché comprenant :**
    - un acte d'engagement - document joint à compléter, à dater et signer .
    - Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ci-joint ;
    - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ci-joint, assorti de la liste de tous les documents techniques joints au dossier de consultation, à accepter sans modification ;
    - La décomposition du prix global forfaitaire, établie sous la forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue et le prix de l'unité correspondant ; les DPGF des lots 10 et 11 sont à compléter.
    - Le tableau donnant la répartition des travaux entre les membres du groupement ;
- ◆ **C - Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat. En particulier, il pourra y être joint les documents ou renseignements suivants :**
    - indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement les références des fournisseurs correspondants ;
    - programme d'exécution des ouvrages, indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier ;
    - projet de plan d'assurance qualité (PAQ) décrivant de façon sommaire les dispositions envisagées pour gérer la qualité du chantier.
    - dispositions envisagées pour la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets ;
    - indications concernant les procédés d'exécution envisagés et les moyens (en études, en hommes et en matériels) qui seront utilisés ;
    - note sommaire indiquant les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène sur le chantier ;

- note sur l'installation du chantier ;
- démarche qualité choisie pour le chantier ;
- sous-traitance déclarée ou envisagée.

**NOTA : Les candidats qui présentent une offre pour plusieurs lots ont la possibilité de produire :**

- ♦ une seule fois :
  - les justifications et la déclaration visées au A ci-dessus ;
  - le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
  - le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- ♦ Pour chaque lot considéré isolément :
  - le projet de marché visé au B ci-dessus ;
  - le mémoire justificatif visé au C ci-dessus ;

## **Article 4 - Conditions d'envoi ou de remise des offres**

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres peuvent être acheminées dans les conditions suivantes :

- ♦ transmises par voie électronique.
- ♦ présentées sur support papier et adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.
- ♦ présentées sur un support papier et remises sous pli cacheté au service destinataire contre récépissé. La présentation sur support physique électronique n'est pas autorisée, sauf en ce qui concerne la copie de sauvegarde accompagnant une transmission électronique.

Le retrait ou la consultation du dossier de consultation sous forme électronique n'oblige pas à une transmission des offres par voie électronique.

La transmission des offres par message électronique n'est pas autorisée.

Les offres devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement.

## **Transmission par voie postale ou remise en mains propres**

Le pli contenant la candidature et l'offre porte le nom du candidat et l'adresse suivante :

- ♦ VILLE DE JUVIGNAC
- ♦ 997 allées de l'Europe
- ♦ 34990 JUVIGNAC

et la mention suivante :

- ♦ Proposition pour : Construction vestiaires des terrains de sport

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ♦ Les justifications à produire prévues à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comporte le numéro du lot et comprennent :

- ♦ Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- ♦ Le mémoire justificatif demandé au paragraphe C de l'article 3 ci dessus.

## **Transmission par voie électronique**

Il sera fait application des dispositions de l'arrêté pris en application de l'article 56 du code des marchés publics, relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les candidats ne pourront pas recourir à des modes différenciés de transmission pour la candidature et pour l'offre. Ils présenteront leur réponse dans un fichier comprenant à la fois les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre.

Les documents relatifs à la candidature comprennent :

- ♦ Les justifications à produire prévues à l'article 3 A ci dessus.

Les documents relatifs à l'offre comporte le numéro du lot et comprennent :

- ♦ Le projet de marché demandé au paragraphe B de l'article 3 ci-dessus.
- ♦ Le mémoire justificatif demandé au paragraphe C de l'article 3 ci dessus.

La transmission dématérialisée ne pourra être exécutée que sur le site Internet suivant :

- ♦ <https://marches-securises.fr>

Un mode d'emploi est disponible sur le site. Chaque transmission dématérialisée fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

### **Contraintes informatiques**

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le maître d'ouvrage sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aussi, il est conseillé aux candidats d'utiliser un antivirus régulièrement mis à jour.

Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les ".exe"), ni les "macros".

Les formats de fichiers acceptés par le maître d'ouvrage sont les suivants : Word, Excel, Powerpoint, Winzip et Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Lorsque le candidat ne peut matériellement pas transmettre des documents (ou des objets) par voie dématérialisée, il est autorisé à utiliser l'une des autres voies de transmission prévues par le présent règlement.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats.

Le dépôt des offres transmis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

Les dépôts qui parviennent après la date et l'heure limites de remise des offres ne seront pas retenus.

### **Dispositions relatives à la signature électronique**

Les documents relatifs à la candidature et les actes d'engagement transmis par voie électronique seront signés par le candidat selon les modalités prévues par arrêté du ministre chargé de l'économie.

### **Dispositions relatives à la copie de sauvegarde**

En cas de transmission dématérialisée, une copie de sauvegarde établie sur support papier ou sur support physique électronique peut être envoyée ou remise par le candidat.

La copie de sauvegarde n'est recevable que si les deux conditions suivantes sont remplies :

- ♦ elle est parvenue à destination dans délai fixé pour la remise des offres.
- ♦ elle est placée dans un pli scellé portant, outre les mentions exigées aux articles ci-dessus, la mention lisible « COPIE DE SAUVEGARDE ».

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans l'un des cas suivants :

- ♦ la candidature et l'offre transmises par voie électronique ne peuvent pas être ouvertes ;
- ♦ la copie de sauvegarde est parvenue dans le délai de dépôt des offres à contrario de la réponse transmise par voie électronique.

Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

## **Article 5 - Examen des offres et attribution du marché**

Les candidatures seront examinées au regard des critères de recevabilité et/ou des niveaux minimaux de capacités suivants :

- Référence professionnelle et capacité technique
- Capacité économique et financière



## 5.1 Critères d'attribution

### 1.1. Jugement des offres

L'offre la plus intéressante sera retenue à l'issue d'un classement.

Le choix de l'offre la plus intéressante s'effectuera selon les critères pondérés suivants :

Prix de la prestation 40 %

Définition du critère : Le prix est noté sur 10 par application de la formule suivante :

$$\text{Note} = 5 \times [1 - A/(1 + |A|)]$$

$$\text{Avec } A = 10 \times (P_o - P_m)/P_m$$

P<sub>o</sub> : prix de l'offre

P<sub>m</sub> : prix moyen des offres conformes

Valeur technique de l'offre 60 %

Définition du critère : La valeur technique est notée sur 10.

Elle est appréciée au regard du mémoire justificatif remis par les candidats qui présentera les éléments suivants :

- Moyens que l'entreprise envisage d'affecter à ce chantier (moyens en personnel et moyens en matériel) - noté sur 3
- Phasage et capacité de l'entreprise à réaliser les travaux dans les délais impartis, à justifier par un planning d'intervention - noté sur 3
- Fiches produits (indications concernant la provenance des principales fournitures, les références des fournisseurs correspondants) - noté sur 4.

Pour ce faire, l'enveloppe transmise par chacun des candidats sera ouverte, les offres non-conformes ou incomplètes ou irrecevables seront écartées, et après classement opéré sur la base des critères définis ci-dessus, l'offre la plus intéressante sera choisie.

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération sous forme de pourcentages :

Valeur technique	60 %
Prix des prestations	40 %

Chaque critère sera noté sur 100.

Le Pouvoir adjudicateur prévoit une phase de négociation avec les 3 premiers candidats de chaque lot classés selon les critères ci-dessus.

Le détail et la définition des critères ci-dessus sont donnés dans un tableau annexé au présent document.

En cas de discordance entre les différentes indications du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, l'indication en chiffres, hors TVA, figurant à l'article 2 de l'acte d'engagement (A.E.), prévaudra sur toutes autres indications.

En cas de discordance entre la décomposition du prix global forfaitaire et l'acte d'engagement (A.E.), ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global forfaitaire, le candidat, s'il est sur le point d'être retenu, sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire ou pour le redresser.

En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

## 5.2 - Attribution du marché

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 5 jours francs à compter de la date de réception de la demande du maître d'ouvrage les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 46 du Code des Marchés Publics.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le maître d'ouvrage, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

### 5.3 - Re-matérialisation des documents électroniques

La mise en œuvre de la dématérialisation de la procédure s'arrête au niveau du choix de l'attributaire. Par conséquent, les documents électroniques seront re-matérialisés en documents papiers préalablement à la conclusion du marché. Sur invitation du maître d'ouvrage, le candidat concerné sera alors invité à procéder à la signature manuscrite des documents re-matérialisés.

## Article 6 - Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus par demande auprès de :

**d'ordre administratif :**

HOTEL DE VILLE

997 les Allées de l'Europe

34990 JUVIGNAC

Téléphone : 0467104242

Télécopieur : 0467104049

Email : Georges.Dafonseca@ville-juvignac.fr

**D'ordre technique :**

Cabinet Pierre TOURRE

15 Passage lonjon

34000 MONTPELLIER T. 04/67/66/53/20

## Article 7 - Renseignements sur la visite du site des travaux

Sans objet.

## Article 8 - Clauses complémentaires

Sans objet

Document établi le 20/12/2013